

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sept-Îles

Code géographique : 97007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Serge Gagné, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date

2015-04-22

Signature

Serge Gagné

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Sept-Îles et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sept-Îles et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sept-Îles inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Delvite, S.E.N.C.R.L./S.R.L.

(1)

(1) CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A105898

DATE 2015-05-04

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	46 881 588	47 594 711	47 957 218			47 957 218
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 797 907	2 818 998	2 793 470			2 793 470
Quotes-parts	3						
Transferts	4	5 319 131	2 794 282	2 722 536		3 933 879	3 630 532
Services rendus	5	3 059 348	2 848 909	3 117 677		2 172 463	5 020 991
Imposition de droits	6	1 316 598	1 185 700	1 347 549			1 347 549
Amendes et pénalités	7	521 392	460 000	638 077			638 077
Intérêts	8	760 962	523 920	705 363		24 491	729 854
Autres revenus	9	677 581	880 810	418 310		23 773	442 083
	10	61 334 507	59 107 330	59 700 200		6 154 606	62 559 774
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	4 555 551	4 335 000				
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	69 370		757 006			757 006
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	4 624 921	4 335 000	757 006			757 006
	18	65 959 428	63 442 330	60 457 206		6 154 606	63 316 780
Charges							
Administration générale	19	7 482 217	7 168 020	7 730 045	301 465		8 031 510
Sécurité publique	20	7 111 583	7 578 940	7 475 905	310 422	426 142	7 940 759
Transport	21	8 509 467	8 618 160	9 348 387	4 056 372	1 053 539	14 205 598
Hygiène du milieu	22	11 599 200	12 128 625	11 723 671	3 019 582	701 447	14 979 633
Santé et bien-être	23	298 179	276 800	447 736			447 736
Aménagement, urbanisme et développement	24	4 897 193	3 187 450	3 915 297	115 314	1 727 324	3 879 086
Loisirs et culture	25	10 096 967	10 198 475	9 901 877	1 958 395	1 783 393	13 216 959
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	2 738 654	3 193 130	3 151 902		48 834	3 200 736
Amortissement des immobilisations	28	9 448 864	9 448 860	9 761 550	(9 761 550)		
	29	62 182 324	61 798 460	63 456 370		5 740 679	65 902 017
Excédent (déficit) de l'exercice	30	3 777 104	1 643 870	(2 999 164)		413 927	(2 585 237)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 777 104		1 643 870	(2 999 164)	413 927	(2 585 237)
Moins: revenus d'investissement	2	(4 624 921 )	(	4 335 000)	(757 006 )	(	757 006)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(847 817)		(2 691 130)	(3 756 170)	413 927	(3 342 243)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	9 448 864		9 448 860	9 761 550	102 925	9 864 475
Produit de cession	5	52 053			7 400	667	8 067
(Gain) perte sur cession	6	1 127 107			635 885	(667)	635 218
Réduction de valeur / Reclassement	7	302 381			8 272		8 272
	8	10 930 405		9 448 860	10 413 107	102 925	10 516 032
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	41 093			84 173		84 173
Réduction de valeur / Reclassement	10	(302 381)			(8 272)		(8 272)
	11	(261 288)			75 901		75 901
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12	191 463			36 808		36 808
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15	191 463			36 808		36 808
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	424 465			142 987		142 987
Remboursement de la dette à long terme	17	(6 043 081 )	(	5 685 460)	(6 014 595 )	(	6 014 595)
	18	(5 618 616)		(5 685 460)	(5 871 608)		(5 871 608)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(3 166 694 )	(	1 955 370)	(1 957 009)	(88 165)	(2 045 174)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	213 056			90 000		90 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 000 000		2 000 000	2 519 426		2 519 426
Réserves financières et fonds réservés	22	(679 721)		(1 025 000)	(1 052 688)		(1 052 688)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(78 638)		(91 900)	(91 898)		(91 898)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(1 711 997)		(1 072 270)	(492 169)	(88 165)	(580 334)
	26	3 529 967		2 691 130	4 162 039	14 760	4 176 799
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 682 150			405 869	428 687	834 556

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	4 624 921	4 335 000	757 006		757 006
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(199 854)	(255 000)	(150 427)	()	(150 427)
Sécurité publique	3	(258 276)	(662 000)	(1 132 588)	()	(1 132 588)
Transport	4	(9 617 064)	(6 604 970)	(4 417 796)	(2 927)	(4 420 723)
Hygiène du milieu	5	(10 979 814)	(9 162 030)	(4 109 294)	(10 655)	(4 119 949)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(251 804)	()	(571 020)	(47 150)	(618 170)
Loisirs et culture	8	(895 765)	(9 650 000)	(5 525 834)	(27 433)	(5 553 267)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(22 202 577)	(26 334 000)	(15 906 959)	(88 165)	(15 995 124)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(34 363)	()	(808 005)	()	(808 005)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(119 641)	(119 600)	(119 641)	()	(119 641)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	11 116 000		10 826 784		10 826 784
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	3 166 694	1 955 370	1 957 009	88 165	2 045 174
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(1 462 000)		(353 370)		(353 370)
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 157 172		295 548		295 548
Réserves financières et fonds réservés	17	1 250 300		1 410 608		1 410 608
	18	5 112 166	1 955 370	3 309 795	88 165	3 397 960
	19	(6 128 415)	(24 498 230)	(2 698 026)		(2 698 026)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 503 494)	(20 163 230)	(1 941 020)		(1 941 020)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 777 104		1 643 870		(2 999 164)	413 927	(2 585 237)
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(22 202 577 )	(	26 334 000 )	(	15 906 959)	(88 165)	(15 995 124)
Produit de cession	3	52 053				7 400	667	8 067
Amortissement	4	9 448 864		9 448 860		9 761 550	102 925	9 864 475
(Gain) perte sur cession	5	1 127 107				635 885	(667)	635 218
Réduction de valeur / Reclassement	6	302 381				8 272		8 272
	7	(11 272 172)		(16 885 140)		(5 493 852)	14 760	(5 479 092)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(295 651)				(732 104)		(732 104)
Variation des stocks de fournitures	9	(153 793)				12 095	(4 489)	7 606
Variation des autres actifs non financiers	10	135 310				118 340	(2 307)	116 033
	11	(314 134)				(601 669)	(6 796)	(608 465)
	12	(7 809 202)		(15 241 270)		(9 094 685)	421 891	(8 672 794)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(7 809 202)		(15 241 270)		(9 094 685)	421 891	(8 672 794)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(50 509 066)				(58 318 268)	1 246 700	(57 071 568)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16					(553 783)		(553 783)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(50 509 066)				(58 872 051)	1 246 700	(57 625 351)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(58 318 268)				(67 966 736)	1 668 591	(66 298 145)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	23 308 682	16 795 102	1 831 384	18 626 486
Placements temporaires	2			243 845	243 845
Débiteurs (note 5)	3	9 316 389	7 910 941	420 475	8 289 266
Prêts (note 6)	4	197 847	197 847		197 847
Placements à long terme (note 7)	5	519 374	602 207		602 207
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	33 342 292	25 506 097	2 495 704	27 959 651
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	11 768 000	8 792 000		8 792 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	13 300 318	10 875 333	333 973	11 167 156
Revenus reportés (note 12)	13	315 206	240 752	493 140	733 892
Dette à long terme (note 13)	14	65 453 136	71 673 448		71 673 448
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	823 900	1 891 300		1 891 300
	16	91 660 560	93 472 833	827 113	94 257 796
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(58 318 268)	(67 966 736)	1 668 591	(66 298 145)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	204 061 988	209 555 840	256 829	209 812 669
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	996 070	1 728 174		1 728 174
Stocks de fournitures	20	1 865 066	1 852 971	13 255	1 866 226
Autres actifs non financiers (note 17)	21	279 700	161 360	58 641	220 001
	22	207 202 824	213 298 345	328 725	213 627 070
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	8 399 843	7 229 991	1 457 307	8 687 298
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	10 703 244	8 815 658	283 180	9 098 838
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(2 064 166)	(646 124)		(646 124)
Financement des investissements en cours	26	(8 437 207)	(10 378 227)		(10 378 227)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	140 282 842	140 310 311	256 829	140 567 140
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	148 884 556	145 331 609	1 997 316	147 328 925

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 777 104	(2 999 164)	413 927	(2 585 237)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	9 448 864	9 761 550	102 925	9 864 475
Autres					
- Perte sur disposition (Gain)	3	1 127 107	635 885	(667)	635 218
- Reclassement (LET - PDR)	4		(545 511)		(545 511)
	5	14 353 075	6 852 760	516 185	7 368 945
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(108 290)	1 405 448	143 235	1 548 683
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(95 135)	(2 424 985)	(49 273)	(2 474 258)
Revenus reportés	9	(17 079)	(74 454)	(236 474)	(310 928)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	10	(633 500)	1 067 400		1 067 400
Stocks de fournitures	11	6 729	(732 104)		(732 104)
Autres actifs non financiers	12	(153 793)	12 095	(4 489)	7 606
	13	135 310	118 340	(2 307)	116 033
	14	13 487 317	6 224 500	366 877	6 591 377
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	22 202 577 ) (	15 906 959 ) (	88 165 ) (	15 995 124)
Produit de cession	16	52 053	7 400	667	8 067
	17	(22 150 524)	(15 899 559)	(87 498)	(15 987 057)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	119 641 ) (	119 641 ) (	) (	119 641)
Remboursement ou cession	19	191 463	36 808		36 808
Variation nette des placements temporaires	20			(66 450)	(66 450)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	71 822	(82 833)	(66 450)	(149 283)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	15 116 000	12 295 915		12 295 915
Remboursement de la dette à long terme	24 (	6 052 023 ) (	6 023 993 ) (	) (	6 023 993)
Variation nette des emprunts temporaires	25	279 000	(2 976 000)		(2 976 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(37 158)	(51 610)		(51 610)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	9 305 819	3 244 312		3 244 312
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	714 434	(6 513 580)	212 929	(6 300 651)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	22 594 247	23 308 681	1 618 455	24 927 136
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	23 308 681	16 795 101	1 831 384	18 626 485

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>		<u>Réalisations 2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	15 032 878	16 403 450	15 905 162	2 133 002	18 038 164
Charges sociales	2	3 919 390	4 896 020	4 635 199	318 070	4 953 269
Biens et services	3	23 585 894	22 840 930	24 076 104	2 906 338	26 713 293
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 955 533	2 392 371	2 148 345		2 148 345
D'autres organismes municipaux	5	4 442	3 997	3 997		3 997
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	184 662	224 962	186 637		186 637
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	594 017	571 800	812 923	48 834	861 757
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	1 026 036	797 750	760 152		760 152
Autres	10					
Autres organismes	11	4 947 563	4 203 320	4 207 481	231 510	1 413 108
Amortissement des immobilisations	12	9 448 864	9 448 860	9 761 550	102 925	9 864 475
Autres						
- Mauvaises créances -Franchise	13	171 452	15 000	238 485		238 485
- Affaissement de sol - Haut S-F	14	1 104 335		636 162		636 162
- Coût des propriétés vendues	15	207 258		84 173		84 173
	16	62 182 324	61 798 460	63 456 370	5 740 679	65 902 017

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Revenus			
Taxes	1	47 957 218	46 881 588
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 793 470	2 797 907
Quotes-parts	3		
Transferts	4	3 630 532	10 714 586
Services rendus	5	5 020 991	4 466 485
Imposition de droits	6	1 347 549	1 316 598
Amendes et pénalités	7	638 077	521 392
Intérêts	8	729 854	780 662
Autres revenus	9	1 199 089	764 698
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	63 316 780	68 243 916
Charges			
Administration générale	12	8 031 510	7 755 541
Sécurité publique	13	7 940 759	7 572 375
Transport	14	14 205 598	13 085 780
Hygiène du milieu	15	14 979 633	14 497 795
Santé et bien-être	16	447 736	298 179
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 879 086	4 981 699
Loisirs et culture	18	13 216 959	13 240 827
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	3 200 736	2 771 423
	21	65 902 017	64 203 619
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(2 585 237)	4 040 297
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	150 467 945	146 427 648
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	(553 783)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	149 914 162	146 427 648
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	147 328 925	150 467 945

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 585 237)	4 040 297
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(15 995 124)	(22 328 855)
Produit de cession	3	8 067	52 053
Amortissement	4	9 864 475	9 531 510
(Gain) perte sur cession	5	635 218	1 127 107
Réduction de valeur / Reclassement	6	8 272	302 381
	7	(5 479 092)	(11 315 804)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(732 104)	(295 651)
Variation des stocks de fournitures	9	7 606	(158 022)
Variation des autres actifs non financiers	10	116 033	135 375
	11	(608 465)	(318 298)
	12	(8 672 794)	(7 593 805)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(8 672 794)	(7 593 805)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(57 071 568)	(49 477 763)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(553 783)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(57 625 351)	(49 477 763)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(66 298 145)	(57 071 568)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	18 626 486	24 927 137
Placements temporaires	2	243 845	177 395
Débiteurs (note 5)	3	8 289 266	9 857 749
Prêts (note 6)	4	197 847	197 847
Placements à long terme (note 7)	5	602 207	519 374
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	27 959 651	35 679 502
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	8 792 000	11 768 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	11 167 156	13 661 214
Revenus reportés (note 12)	13	733 892	1 044 820
Dette à long terme (note 13)	14	71 673 448	65 453 136
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 891 300	823 900
	16	94 257 796	92 751 070
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(66 298 145)	(57 071 568)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	209 812 669	204 333 577
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 728 174	996 070
Stocks de fournitures	20	1 866 226	1 873 832
Autres actifs non financiers (note 17)	21	220 001	336 034
	22	213 627 070	207 539 513
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	147 328 925	150 467 945

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 585 237)	4 040 297
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	9 864 475	9 531 510
Autres			
- Perte sur disposition	3	635 218	1 127 107
- Reclassement (LET - PDR)	4	(545 511)	
	5	7 368 945	14 698 914
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 548 683	(348 445)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(2 474 258)	(141 861)
Revenus reportés	9	(310 928)	213 630
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 067 400	(633 500)
Propriétés destinées à la revente	11	(732 104)	6 729
Stocks de fournitures	12	7 606	(158 022)
Autres actifs non financiers	13	116 033	135 375
	14	6 591 377	13 772 820
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(15 995 124)	(22 328 855)
Produit de cession	16	8 067	52 053
	17	(15 987 057)	(22 276 802)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(119 641)	(119 641)
Remboursement ou cession	19	36 808	191 463
Variation nette des placements temporaires	20	(66 450)	(177 395)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(149 283)	(105 573)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	12 295 915	15 116 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 023 993)	(6 052 023)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 976 000)	279 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(51 610)	(37 158)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	3 244 312	9 305 819
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(6 300 651)	696 264
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	24 927 136	24 230 872
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	32	18 626 485	24 927 136

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sept-Îles est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses propres à la ville. Ils incluent également les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés, ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- La Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.;
- La Corporation Touristique de Sept-Îles inc.;
- Développement Économique Sept-Îles inc.;
- La Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc.;
- La Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.;
- La Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.;
- Le Vieux-Quai en fête de Sept-Îles inc.;
- Le Jardin communautaire Ruisseau Bois-Joli.

Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière selon les barèmes du ministère des Transports. En 2014, la Ville a versé une contribution de 232 000 \$ incluant une contribution de 137 000 \$ en référence avec le service d'un transport collectif - Taxibus.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. En 2012, elle a obtenu son statut d'organisme de charité. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer les opérations de transport sur son territoire. Depuis janvier 2011, elle offre un service de transport par autobus «Interbus» reliant les villes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

de Sept-Îles et de Port-Cartier.

Au 31 décembre 2014, les états financiers de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	840 220 \$
* Passifs	92 557 \$
* Actifs nets	747 663 \$
* Revenus	1 039 370 \$
* Dépenses	1 037 066 \$
* Surplus 2014	2 304 \$

Corporation Touristique de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2014, la Ville a versé une contribution de 640 000 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir le développement de l'activité touristique dans la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2014, les états financiers de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	269 050 \$
* Passifs	148 393 \$
* Actifs nets	120 657 \$
* Revenus	986 350 \$
* Dépenses	951 680 \$
* Surplus 2014	34 670 \$

Développement Économique Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de Développement Économique Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2014, la Ville a versé une contribution de 984 500 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour voir à l'expansion industrielle, commerciale et économique de la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2014, les états financiers de Développement Économique Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	766 954 \$
* Passifs	30 355 \$
* Actifs nets	736 599 \$
* Revenus	1 189 003 \$
* Dépenses	784 890 \$
* Surplus 2014	404 113 \$

Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2014,

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 400 000 \$ de même qu'un montant de 60 000 \$ pour le programme de sensibilisation « Économie d'eau potable ».

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour sensibiliser et éduquer la population à l'importance du développement durable, à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources.

Au 31 décembre 2014, les états financiers de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	217 416 \$
* Passifs	137 886 \$
* Actifs nets	79 530 \$
* Revenus	726 465 \$
* Dépenses	702 161 \$
* Surplus 2014	24 304 \$

Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. En 2014, la Ville a versé des honoraires de gestion de 171 000 \$ en conformité avec la convention de gestion. Elle a également perçu des loyers pour un montant total de 73 100 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir les activités de la Salle de spectacle.

Au 30 juin 2014, les états financiers de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	732 743 \$
* Passifs	478 345 \$
* Actifs nets	254 398 \$
* Revenus	1 476 980 \$
* Dépenses	1 518 115 \$
* Déficit 2014	(41 135 \$)

Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. et subventionne cette dernière. En 2014, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 181 000 \$. Elle a également augmenté sa contribution annuelle d'un montant de 90 885 \$, soit l'équivalent des revenus de licences, de captures des animaux et d'euthanasies.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour le ramassage, la garde et la disposition des animaux errants.

Au 31 décembre 2014, les états financiers de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	85 920 \$
* Passifs	36 471 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

* Actifs nets	49 449 \$
* Revenus	436 825 \$
* Dépenses	428 370 \$
* Surplus 2014	8 455 \$

Municipalité Régionale de Comté de Sept-Rivières (M.R.C.)

En plus de l'administration de la M.R.C., la Ville de Sept-Îles, conjointement avec les autres villes membres, doit assumer la planification et le suivi de l'aménagement du territoire, et soutenir financièrement le centre local de développement (CLD). De plus, en 2014, la Ville versait une quote-part pour les équipements supralocaux, soit la Station récréotouristique de Gallix, de même qu'une quote-part pour le projet d'Écopatrouille visant la sensibilisation de la population à la gestion des matières résiduelles, en plus de quelques honoraires en relation avec le dossier d'érosion des berges. De plus, elle participe au financement du transport par autobus entre Sept-Îles et Port-Cartier par l'entremise de son partenariat avec la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. - volet « Interbus ». La participation de la Ville pour l'exercice 2014 totalise 760 152 \$, soit :

* Administration	241 915 \$
* Contribution au CLD	137 862 \$
* Archives	23 255 \$
* Équipements supralocaux	270 796 \$
* Projet Écopatrouille	26 651 \$
* Érosion des berges	2 083 \$
* Interbus - Desserte SI / PC	57 590 \$

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception, ou lors de l'envoi de facturation complémentaire résultant d'une modification au rôle d'évaluation;
- Les revenus de paiements tenant lieu de taxes sont constatés lors de l'envoi des demandes de compensations par la Ville;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des constats d'infraction;
- Le produit de cession des immobilisations est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Perte de valeur et prêts douteux

À la fin de chaque exercice, la Ville détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garantie.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures et de matériaux sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, sauf pour les immobilisations reçues à titre gratuit qui, elles sont comptabilisées à la juste valeur marchande à la date de prise de possession. Les éléments d'actifs incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les présents états financiers.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Nature des immobilisations	Durée de vie utile
Infrastructures	15 et 40 ans
Aménagements des parcs publics	20 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	5 et 10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Équipement informatique et logiciels 5 ans

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés durant l'exercice.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors une transaction aux dépenses à taxer ou à pourvoir dans le futur aux fins de taxation, amortie au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'indemnité de retraite;
- la couverture des soins de santé;
- l'assurance vie offerte aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant au titre de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la Ville et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs);
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Ville prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée).

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi;
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la Ville;
- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la Ville;
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la Ville).

Application de la Loi aux régimes de la Ville et ses entités consolidées

La Ville participe à un (1) régime de retraite qui est visé par la Loi et il a fait l'objet du processus de négociations dès février 2015.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les modalités indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- l'appariement fiscal pour les revenus de transfert;
- la démarcation des intérêts et du capital dans l'exercice subséquent.

H) Instruments financiers

S/0

I) Autres éléments**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations, figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, la valeur nette de réalisation des stocks, les durées de vie utile des actifs à long terme et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement ou d'investissement.

Dépenses reportées

Les frais d'escompte et d'émission des dettes à long terme sont amortis sur la durée du refinancement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

3. Modification de méthodes comptables

S/0

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	3 351 541	3 935 303
Placements temporaires	2	218 344	149 396
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 342 611	1 293 615
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	240	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 370 908	4 217 263
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 014 539	1 079 812
Organismes municipaux	8	414 820	468 821
Autres			
- Administration municipale	9	2 767 823	2 256 878
- Organismes contrôlés	10	378 325	541 360
	11	8 289 266	9 857 749
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	83 405	92 803
	15	83 405	92 803
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	464 900	301 047
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	197 847	197 847
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	197 847	197 847
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	602 207	519 374
Autres placements	23		
	24	602 207	519 374
Note			
Le placement à long terme est constitué du fonds de garantie des franchises collectives de l'UMQ			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	2 380 200	3 414 400
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(4 271 500)	(4 238 300)
	27	<u>(1 891 300)</u>	<u>(823 900)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	2 918 400	2 104 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	392 700	441 100
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	59 167	46 852
	33	<u>3 370 267</u>	<u>2 591 952</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
Les différents emprunts temporaires portent intérêts au taux de base (TB) plus 0,50 % et se détaillent comme suit :			
Règlement # 2010-170 :		565 000 \$	
Règlement # 2011-223 :		1 144 000 \$	
Règlement # 2013-269 :		1 008 000 \$	
Règlement # 2013-272 :		3 185 000 \$	
Règlement # 2014-289 :		2 290 000 \$	
Règlement # 2014-293 :		600 000 \$	
		<u>8 792 000 \$</u>	
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	3 673 676	8 477 001
Salaires et avantages sociaux	38	3 185 819	2 811 255
Dépôts et retenues de garantie	39	1 759 176	729 461
Provision pour contestations d'évaluation	40	414 896	210 267
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	1 100 397	380 746
Autres			
- Intérêts courus - Dette L.T.	42	741 369	669 238
- Organismes contrôlés	43	291 823	383 246
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>11 167 156</u>	<u>13 661 214</u>
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	140 082	224 150
Transferts	49	69 254	47 181
Autres			
- Administration municipale	50	31 416	43 875
- Organismes contrôlés	51	493 140	729 614
	52	733 892	1 044 820
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	5,00	2015	2034	53	71 857 162	65 585 240
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
Autres dettes à long terme					56		
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	71 857 162	65 585 240
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(183 714)	(132 104)
					63	71 673 448	65 453 136

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2015	64	72	6 045 117	80	89	97	6 045 117
2016	65	73	6 238 954	81	90	98	6 238 954
2017	66	74	6 095 638	82	91	99	6 095 638
2018	67	75	6 303 231	83	92	100	6 303 231
2019	68	76	5 819 885	84	93	101	5 819 885
2020 et +	69	77	41 354 337	85	94	102	41 354 337
	70	78	71 857 162	86	95	103	71 857 162
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()
	71	79	71 857 162	88	96	105	71 857 162

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(60 600 288)	(51 275 329)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(5 614 452)	(5 703 436)
Autres	108	(83 405)	(92 803)
	109	(66 298 145)	(57 071 568)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	58 125 329	138	4 827 016	165	(276 736)	192	63 229 081
Eaux usées	111	60 040 280	139	1 944 933	166	276 736	193	61 708 477
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	126 953 339	140	7 129 954	167		194	134 083 293
Autres	113	42 235 954	141	5 779 611	168		195	48 015 565
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	47 688 653	143	88 367	170		197	47 777 020
Améliorations locatives	116	86 878	144		171		198	86 878
Véhicules	117	7 196 151	145	1 467 619	172	314 640	199	8 349 130
Ameublement et équipement de bureau	118	3 564 186	146	62 688	173		200	3 626 874
Machinerie, outillage et équipement divers	119	7 846 455	147	919 476	174	69 000	201	8 696 931
Terrains	120	2 879 099	148	22 347	175		202	2 901 446
Autres	121	971 769	149	88 165	176	34 501	203	1 025 433
	122	<u>357 588 093</u>	150	<u>22 330 176</u>	177	<u>418 141</u>	204	<u>379 500 128</u>
Immobilisations en cours	123	<u>16 110 715</u>	151	<u>(6 335 052)</u>	178	<u>557 165</u>	205	<u>9 218 498</u>
	124	<u>373 698 808</u>	152	<u>15 995 124</u>	179	<u>975 306</u>	206	<u>388 718 626</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	29 772 315	153	1 281 969	180		207	31 054 284
Eaux usées	126	24 674 528	154	1 378 218	181		208	26 052 746
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	65 491 452	155	3 372 926	182		209	68 864 378
Autres	128	18 286 418	156	1 484 542	183		210	19 770 960
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	21 495 964	158	1 169 294	185		212	22 665 258
Améliorations locatives	131	11 584	159	5 792	186		213	17 376
Véhicules	132	2 478 254	160	408 104	187	220 248	214	2 666 110
Ameublement et équipement de bureau	133	2 622 909	161	270 522	188		215	2 893 431
Machinerie, outillage et équipement divers	134	3 831 627	162	390 183	189	69 000	216	4 152 810
Autres	135	700 180	163	102 925	190	34 501	217	768 604
	136	<u>169 365 231</u>	164	<u>9 864 475</u>	191	<u>323 749</u>	218	<u>178 905 957</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>204 333 577</u>					219	<u>209 812 669</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	1 369 708	637 604
Immeubles industriels municipaux	231	358 466	358 466
Autres	232		
	233	1 728 174	996 070
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	1 728 174	996 070

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	59 487	67 001
Frais reportés			
- Éval., taxes secteur, frais fin	237	101 873	212 699
- Organismes contrôlés	238	58 641	56 334
	239	220 001	336 034

Note**18. Obligations contractuelles**

1) La Ville de Sept-Îles s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Sept-Îles à combler 10 % du déficit de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

2) La Ville est également responsable financièrement du déficit d'opération de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. qui fut mandatée par la Ville pour assurer un service complet de transport adapté pour les personnes en perte d'autonomie ou ayant un handicap. Également, depuis juillet 2005, l'organisme assure un service de transport collectif sous la dénomination «Taxibus».

3) La Ville de Sept-Îles a signé différents contrats qui viennent à échéance jusqu'en 2020. Les versements futurs s'élèvent à environ 11 169 126 \$ et comprennent les contrats suivants :

a) Cueillette, transport et disposition des matières résiduelles et recyclables (résidentiel et commercial)

La Ville s'est engagée par prolongation de contrat pour une durée d'un (1) an, qui se terminera le 30 juin 2015, en relation avec la cueillette de ses matières résiduelles et recyclables sur son territoire. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 720 000 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2014 est de 720 000 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2015 totalisent :

2015 720 000 \$

b) Services professionnels en évaluation foncière

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de soixante-douze (72) mois, soit du 1er novembre 2014 au 31 octobre 2020, pour les services d'évaluation foncière. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 4 572 257 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2014 est de 4 064 808 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2020 totalisent :

2015	842 189 \$
2016	806 292 \$
2017	530 467 \$
2018	543 674 \$
2019	868 182 \$
2020	474 004 \$

c) Opération du lieu d'enfouissement sanitaire

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2010 au 31 octobre 2015, pour l'entretien de son lieu d'enfouissement sanitaire incluant l'enfouissement, le broyage et le tri. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 5 780 943 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2014 est de 879 796 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2015 sont les suivants :

2015	879 796 \$
------	------------

d) Entretien du dépôt à neige

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2010 au 1er mai 2015, pour l'entretien du dépôt à neige. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 330 090 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2014 est de 35 136 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en mai 2015 sont les suivants :

2015	35 136 \$
------	-----------

e) Entretien des chemins en hiver

La Ville s'est engagée, par contrats, relativement à l'entretien des chemins en hiver. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à 3 643 767 \$. Le solde des engagements au 31 décembre 2014 est de 1 197 279 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2017 sont les suivants :

2015	695 903 \$
2016	347 388 \$
2017	153 988 \$

f) Entretien des bâtiments municipaux

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien ménager de ses différents bâtiments de même que pour l'entretien de ses systèmes de climatisation et de réfrigération. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 2 630 357\$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2014 est de 962 150 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2019 sont les suivants :

2015	563 552 \$
2016	194 062 \$
2017	103 129 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

2018	97 995 \$
2019	3 412 \$

g) Traitement des matières récupérées

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de trois (3) ans, soit du 1er septembre 2013 au 31 août 2016 pour le traitement des matières récupérées. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 1 811 592 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2014 est de 924 492 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2016 sont les suivants :

2015	553 228 \$
2016	371 264 \$

h) Assurances collectives

La Ville s'est engagée, par contrat, pour une durée de deux (2) ans, plus trois (3) années optionnelles, soit pour la période du 1er juillet 2011 au 30 juin 2016, et ce, pour le régime d'assurance collective (soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire de longue durée et l'assurance maladie). Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 3 936 990 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2014 est de 1 252 930 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2016 sont les suivants :

2015	835 287 \$
2016	417 643 \$

i) Autres contrats

La Ville s'est également engagée à verser des montants au-delà de l'exercice financier 2014, et ce, en relation avec divers contrats, tels l'entretien des stations de pompage d'égouts, le contrôle des insectes piqueurs, le transport des conteneurs des secteurs au LET, l'entretien des photocopieurs numériques, le soutien du logiciel de gestion du territoire, les lignes téléphoniques - Centrex et affaires, la téléphonie IP, les auditeurs externes, les actuaire et autres engagements. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 2 221 930 \$. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2014 est de 1 132 535 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2019 sont les suivants :

2015	518 409 \$
2016	278 301 \$
2017	131 335 \$
2018	103 361 \$
2019	101 129 \$

4) La Ville de Sept-Îles a signé, le 28 octobre 2004, une convention de fiducie pour la constitution d'un fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement sanitaire. En vertu de cette convention issue du décret no. 1173-2002, à partir du 2 octobre 2002, concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour l'agrandissement du site d'enfouissement, la Ville s'engage à verser au patrimoine fiduciaire un minimum de 2,01 \$ pour chaque mètre cube de matières résiduelles enfouies au lieu d'enfouissement sanitaire.

La durée prévue révisée en 2013 de cette fiducie est de 22 ans, soit jusqu'en 2035 ou avant dans le cas où la capacité maximale de l'aire d'enfouissement sanitaire autorisée serait atteinte, soit 1 253 500 mètres cubes et la contribution de la Ville fut révisée à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

3,81 \$, tel que confirmé le 28 novembre 2014 par le ministère, et ce, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018.

Durant cette période d'exploitation, la Ville de Sept-Îles devra avoir versé au patrimoine fiduciaire des contributions totalisant 5 423 656 \$ en date du 31 décembre 2035.

La contribution à verser au 31 décembre 2014, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2014 s'élève à 267 169 \$ et l'avoir de la fiducie au 31 décembre 2014 s'élève à 1 100 397 \$.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Station récréotouristique Gallix :

Le 22 avril 2005, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles signait pour un cautionnement d'un montant n'excédant pas 39 200 \$ sur un contrat d'ouverture de crédit d'un montant maximum de 50 000 \$. En date du 31 décembre 2014, le crédit était inutilisé. Le 17 février 2015, la caution a été relevée.

Maison des Organismes Communautaires de Sept-Îles (MOC SI) :

Le 27 janvier 2014, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles autorisait un contrat de cautionnement en relation avec l'augmentation d'une limite de marge de crédit passant ainsi de 30 000 \$ à 42 000 \$. En date du 31 décembre 2014, le crédit utilisé était de 10 000 \$.

Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord (SPCA) :

Le 9 janvier 2012, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles acceptait de cautionner la SPCA pour un montant de 5 000 \$ relativement à l'émission d'une carte de crédit afin de faciliter les achats auprès de certains fournisseurs.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) :

À la demande du MDDELCC, la Ville contractait auprès de nos assureurs, un cautionnement en référence à la « Loi sur la qualité de l'environnement - Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles » pour un montant de 300 000 \$, renouvelé pour une période de trois ans, échéant le 19 juillet 2015.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Instabilité des terrains - Secteur du haut Sainte-Famille

La Ville de Sept-Îles est aux prises avec une problématique d'affaissement de sol de terrains résidentiels situés dans le secteur Sainte-Famille, touchant notamment les rues

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Roméo-Vachon, du Père-Conan, Joséphat-Méthot et Pierre-Migneault.

De façon plus particulière, ces problèmes d'affaissement de sol ont entraîné des problèmes structuraux à de nombreuses résidences construites sur des terrains vendus par la Ville.

En raison desdits affaissements, la Ville a dû, dans un premier temps, verser des indemnités totalisant la somme de 288 000 \$ pour dépenses encourues par des acheteurs de terrains sur la rue Pierre-Migneault.

Afin de circonscrire l'ampleur de la problématique, la Ville a dû engager des honoraires professionnels afin d'obtenir différentes expertises, notamment en géotechnique, arpentage ou autres, totalisant la somme de 630 000 \$ au 31 décembre 2014.

De plus, trente-deux (32) résidences ont dû être relocalisées sur des terrains substitués, aux frais de la Ville, pour une dépense totale estimée à 10 239 500 \$.

Les dépenses mentionnées précédemment ont été financées au 31 décembre de la façon suivante :

Une somme de 5 170 000 \$ par le biais d'un règlement d'emprunt et une somme additionnelle de 5 069 500 \$ à même les fonds généraux de la Ville.

Par ailleurs, la Ville maintient une surveillance des effets possibles de ces mêmes affaissements de sol sur quelque soixante (60) résidences additionnelles, par le biais notamment d'un monitoring d'arpentage.

Il appert que la Ville devra procéder à l'acquisition d'un édifice multilogements de six (6) unités et à la relocalisation de deux (2) résidences unifamiliales au cours de l'année 2015, la Ville ayant déjà affecté à cette fin une somme de 2 000 000 \$ à même les surplus en 2014 dont le solde disponible au 31 décembre 2014 est de 1 480 574 \$.

En terminant, la Ville a intenté un recours en responsabilité civile en lien avec ces mêmes événements à l'encontre du Groupe Qualitas inc., lui réclamant une somme dépassant les 13 millions de dollars, afin de se faire indemniser pour les dommages causés à la Ville, notamment pour frais de relocalisation des résidences touchées, indemnités versées aux résidents touchés et perte d'infrastructures municipales, laquelle somme à parfaire lorsque la totalité des dommages subis par la Ville sera connue.

Régime de retraite - Refus d'enregistrement d'une modification par la Régie des rentes du Québec

La Ville de Sept-Îles a mandaté une firme d'avocats afin de représenter les intérêts de la Ville dans le litige l'opposant à la Régie des rentes du Québec relativement à l'enregistrement des modifications au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles contenues dans le Règlement n° 2007-101 (dossier n° 21032), plus précisément afin de porter en appel devant le Tribunal administratif du Québec la décision de la Régie des rentes du Québec rendue le 3 mars 2015 et portant le n° D-21032-008.

Par cette décision, la Régie des rentes du Québec refuse d'enregistrer et d'autoriser la modification au troisième paragraphe de l'article 8.02 a) contenu au règlement 2007-101 de la Ville au motif qu'elle constitue une modification réductrice de droits rétroactive du régime complémentaire de retraite des employés de la Ville.

La Ville considère que cette décision est mal fondée en faits et en droit. La modification au régime de retraite ne vise qu'à rendre explicite l'interprétation que les parties ont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

toujours donnée à ce régime et l'application qu'elles en ont toujours faite. Elle ne modifie aucunement les droits des participants.

En conséquence, la décision de la Régie des rentes du Québec doit être annulée, et la modification au troisième paragraphe de l'article 8.02 a) contenu au règlement 2007-101 de la Ville de Sept-Îles doit être enregistrée et autorisée.

L'impact financier de cette décision a été établi par l'actuaire du régime et se résume comme suit :

Si la modification à la disposition relative à l'indexation des rentes après la retraite pour le service crédité avant le 30 mai 2008 était considérée comme une modification réductrice de droits, le niveau de provisionnement du régime selon l'approche de continuité déterminé par l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2013, tel que l'exigeait la loi favorisant la santé financière et la pérennité des régime de retraite à prestations déterminés du secteur municipal, devrait être modifiée de la façon suivante :

- 1) la valeur actuarielle de l'actif devrait être réduite d'environ 3 130 000 \$, et;
- 2) la provision actuarielle devrait être augmentée d'environ 7 760 000 \$.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs**Administration municipale****Reclassement des fonds de la réserve financière pour les activités post-fermeture du lieu d'enfouissement technique (LET) - Voir S23-1**

La réserve financière de 820 514 \$ en date du 31 décembre 2013, fut reclassée et redistribuée de la façon suivante :

- Un montant de 266 731 \$ aux fonds réservés pour le projet « Recouvrement des cellules au LET », et;
- Le différentiel, au montant de 553 783 \$, dans les changes à payer au titre des activités de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville, lors de la séance spéciale du 14 janvier 2014, est présentée dans les informations sectorielles.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de réaffectations suivant des résolutions du conseil municipal au cours de l'exercice 2014 mais ne sont pas reflétées dans les colonnes «budget».

22. Instruments financiers

s/o

2014**2013**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

Encaisse	240	18 626 486	24 927 137
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242	243 845	177 395
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
- Placements temporaires	247	(243 845)	(177 395)
- Arrondissements 2013 / 2014	248	(1)	(1)
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	253	18 626 485	24 927 136

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 8 687 298	9 512 247
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 9 098 838	10 902 640
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (646 124 ) (	2 064 166)
Financement des investissements en cours	4 (10 378 227)	(8 437 207)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 140 567 140	140 554 431
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 147 328 925	150 467 945
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Activités de fonctionnement	8 2 287 500	2 300 000
- Affaissement de sol - Haut S-F	9 1 480 574	2 000 000
- Engagements	10 136 735	285 144
- Infrastructures & Dév. domicile	11 161 874	429 871
- Anciennes Villes - GA & MO	12 70 567	98 118
- Réfection de l'hôtel de Ville	13 1 309 549	1 309 549
- Recouvrement - Cellules au LET	14 661 990	395 259
-	15	
-	16	
	17 6 108 789	6 817 941
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
- Post-fermeture du LET	22	820 514
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	820 514
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 61 480	536 870
Fonds parcs et terrains de jeux	29 51 405	48 373
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 1 307 398	1 070 488
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 17 055	15 146
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- SHQ & immeubles locatifs	34 809 255	849 328
- Fonds d'investissement PMVI	35 4 552	88 860
- Dév. infrastructures municipal	36 455 724	455 724
- Organismes contrôlés	37 283 180	199 396
	38 2 990 049	3 264 185
	39 9 098 838	10 902 640

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	
Régimes non capitalisés	43 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	
Autres	45 () ()	
Régimes non capitalisés	46 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 (574 353) (666 251)	
Autres		
-	51 () ()	
-	52 () ()	
	53 (574 353) (666 251)	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	
Autre financement	55 (71 771) (1 397 915)	
	56 (646 124) (2 064 166)	
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 1 375 020	5 317 620
Investissements à financer	58 (11 753 247) (13 754 827)	
	59 (10 378 227)	(8 437 207)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 209 812 669	204 333 577
Propriétés destinées à la revente	61 1 728 174	996 070
Prêts	62 197 847	197 847
Placements à titre d'investissement	63 602 207	519 374
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 212 340 897	206 046 868
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 71 673 448	65 453 136
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 183 714	132 104
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (83 405) (92 803)	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	
	71 71 773 757	65 492 437
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 71 773 757	65 492 437
	74 140 567 140	140 554 431

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2013, est un régime de retraite contributif de type salaire final. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire moyen sur 3 ans. Le régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 3 414 400	2 704 800
Charge de l'exercice	5 (2 918 400)	(2 104 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 884 200	2 813 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>2 380 200</u>	<u>3 414 400</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 79 231 100	75 475 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>85 931 900</u>)	(<u>82 037 900</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (<u>6 700 800</u>)	(<u>6 562 600</u>)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>9 081 000</u>	<u>9 977 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 2 380 200	3 414 400
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>2 380 200</u>	<u>3 414 400</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 79 231 100	75 475 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>85 931 900</u>)	(<u>82 037 900</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>6 700 800</u>)	(<u>6 562 600</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 289 700	2 324 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 15 800	
	21 <u>2 305 500</u>	<u>2 324 700</u>
Cotisations salariales des employés	22 (785 600)	(1 106 600)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u>61 300</u>)	(<u>43 900</u>)
	24 1 458 600	1 174 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 972 500	628 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 431 100</u>	<u>1 802 700</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 4 753 800	4 560 800
Rendement espéré des actifs	34 (<u>4 266 500</u>)	(<u>4 259 500</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>487 300</u>	<u>301 300</u>
Charge de l'exercice	36 <u>2 918 400</u>	<u>2 104 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 6 308 700	6 745 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (4 266 500)	(4 259 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 2 042 200	2 486 200
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	(5 448 900)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 284 000	5 074 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 86 059 300	81 172 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,75 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>2</u>	56 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime excédentaire compense les limites fiscales du régime agréé. Les autres programmes d'avantages après la retraite sont l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'indemnité de retraite.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (4 238 300)	(4 162 200)
Charge de l'exercice	58 (392 700)	(441 100)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 359 500	365 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>4 271 500</u>)	(<u>4 238 300</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (4 077 900)	(3 996 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (193 600)	(242 300)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>4 271 500</u>)	(<u>4 238 300</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 270 900	300 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 270 900	300 600
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 270 900	300 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (21 700)	5 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 249 200	306 100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 143 500	135 000
Charge de l'exercice	77 392 700	441 100
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (27 000)	388 300
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 17	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,25 %	3,65 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 7,50 %	7,75 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 4,50 %	4,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2027	2027
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 0

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	10	10

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les villes participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des villes. Dans le cas du RPSEM, seules les villes participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les villes participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une ville participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	14 579	11 003
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	49 131	37 078
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	10 036	9 774
98	59 167	46 852

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dettes à long terme	1	71 673 448
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	11 753 247
Activités de fonctionnement à financer	3	71 771
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
- Passif au titre des ASF	5	1 891 400
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	83 405
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	5 614 452
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	79 692 009
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	79 692 009
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	79 692 009
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	79 692 009
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	35 065 730	35 630 632	35 630 632	34 742 447
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	5 105 570	5 158 813	5 158 813	4 159 457
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 756 710	1 772 780	1 772 780	2 404 138
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	41 928 010	42 562 225	42 562 225	41 306 042
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 222 540	2 151 712	2 151 712	2 187 413
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	3 193 526	2 967 571	2 967 571	3 122 537
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	145 000	178 760	178 760	167 534
Service de la dette	18	105 635	96 950	96 950	98 062
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	5 666 701	5 394 993	5 394 993	5 575 546
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	5 666 701	5 394 993	5 394 993	5 575 546
	26	47 594 711	47 957 218	47 957 218	46 881 588

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	185 580	186 547	181 477
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	13 310	13 776	15 342
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	173 198	173 198	173 198
	31	372 088	373 521	370 017
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	498 950	517 804	497 116
Cégeps et universités	33	229 200	230 466	228 309
Écoles primaires et secondaires	34	717 360	876 189	695 050
	35	1 445 510	1 624 459	1 420 475
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	1 817 598	1 997 980	1 790 492
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	939 800	733 177	946 076
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	61 600	62 313	61 339
Taxes d'affaires	43			
	44	1 001 400	795 490	1 007 415
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 818 998	2 793 470	2 797 907

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	74 442	75 679	75 679
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56		54 772	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	308 206	299 419	303 715
Enlèvement de la neige	58	4 218	13 765	28 334
Autres	59		3 560	3 560
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61		2 110	
Transport scolaire	62			297 355
Autres	63			306 853
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			839 904
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	30 470	31 285	31 285
Réseau de distribution de l'eau potable	68	172 019	168 651	167 693
Traitement des eaux usées	69	3 947	3 951	3 912
Réseaux d'égout	70	189 433	184 943	183 388
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	270 000	138 497	128 916
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	607 860	714 706	667 100
Tri et conditionnement	73	492 140	446 909	423 386
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		8 996	2 150
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			51 998
Autres	85			8 081
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	223 170	209 067	213 067
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	175 190	193 620	173 849
Autres	88	26 917	11 108	454 953
Réseau d'électricité	89			
	90	2 578 012	2 506 266	3 414 262
				3 700 891

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	1 360 800		1 333 777
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98	141 750		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			138 990
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			1 100 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	481 950		591 392
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	850 500		1 391 392
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	1 500 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	4 335 000		4 555 551

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	216 270	216 270	2 458 144
	138	216 270	216 270	2 458 144
TOTAL DES TRANSFERTS	139	7 129 282	2 722 536	3 630 532
				10 714 586

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	13 890	21 114	22 397
	143	13 890	21 114	22 397
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	156 580	193 958	157 376
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	156 580	193 958	157 376
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	13 520	13 395	13 244
Enlèvement de la neige	150	24 270	24 069	23 805
Autres	151	5 730	5 667	5 600
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	43 520	43 131	42 649
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	103 980	102 860	101 640
Réseau de distribution de l'eau potable	156	19 800	19 592	19 360
Traitement des eaux usées	157	76 310	75 495	74 600
Réseaux d'égout	158	38 260	37 849	37 400
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	1 166 300	1 082 742	1 217 805
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 404 650	1 318 538	1 450 805
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 618 640	1 576 741	1 673 227

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	93 200	349 960	133 410
Sécurité publique	183	355 120	388 228	483 225
Transport				
Réseau routier	184	224 000	230 273	234 755
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186		45 647	52 696
Transport scolaire	187			
Autres	188		148 284	144 568
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	75 000	98 300	62 438
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	12 650	12 395	125 873
Loisirs et culture	193	470 299	461 780	1 556 293
Réseau d'électricité	194			
	195	1 230 269	1 540 936	2 793 258
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	2 848 909	3 117 677	4 466 485
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	185 700	193 811	167 663
Droits de mutation immobilière	198	800 000	948 971	913 397
Droits sur les carrières et sablières	199	200 000	204 767	235 538
Autres	200			
	201	1 185 700	1 347 549	1 316 598
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	460 000	638 077	521 392
INTÉRÊTS	203	523 920	705 363	780 662
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(635 885)	(121 003)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	400 000	571 556	311 150
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		758 575	76 027
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			17 747
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	480 810	481 070	480 777
	212	880 810	1 175 316	764 698

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	973 250	1 024 026	11 835	1 035 861	1 035 861	988 178
Application de la loi	2	487 750	594 507	26 702	621 209	621 209	670 829
Gestion financière et administrative	3	3 458 520	3 524 417	247 606	3 772 023	3 772 023	3 643 685
Greffe	4	483 840	496 594	2 849	499 443	499 443	651 879
Évaluation	5	599 800	676 669		676 669	676 669	581 731
Gestion du personnel	6	853 860	888 472	12 254	900 726	900 726	779 719
Autres	7	311 000	525 360	219	525 579	525 579	439 520
	8	7 168 020	7 730 045	301 465	8 031 510	8 031 510	7 755 541
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 484 370	4 468 064	46 762	4 514 826	4 514 826	4 307 887
Sécurité incendie	10	2 678 170	2 634 018	245 521	2 879 539	2 879 539	2 729 077
Sécurité civile	11	30 000	7 380		7 380	7 380	6 565
Autres	12	386 400	366 443	18 139	384 582	539 014	528 846
	13	7 578 940	7 475 905	310 422	7 786 327	7 940 759	7 572 375
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 987 610	2 314 704	3 570 653	5 885 357	5 885 357	6 180 365
Enlèvement de la neige	15	4 125 300	5 847 936	269 441	6 117 377	6 117 377	4 723 609
Éclairage des rues	16	666 110	493 954	116 674	610 628	610 628	694 732
Circulation et stationnement	17	549 540	397 590	77 181	474 771	474 771	494 139
Transport collectif							
Transport en commun	18	289 600	294 203		294 203	1 095 042	970 512
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			22 423	22 423	22 423	22 423
	22	8 618 160	9 348 387	4 056 372	13 404 759	14 205 598	13 085 780

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 819 440	1 860 791	555 094	2 415 885	2 415 885	2 420 550
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 096 190	1 460 822	750 725	2 211 547	2 211 547	1 915 293
Traitement des eaux usées	25	472 200	602 051	411 735	1 013 786	1 013 786	883 373
Réseaux d'égout	26	1 434 775	1 194 714	1 023 340	2 218 054	2 218 054	2 293 331
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 406 629	1 109 148	15 945	1 125 093	1 125 093	1 091 452
Élimination	28	2 172 301	2 376 774	201 677	2 578 451	2 578 451	2 786 881
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	861 583	917 573	49 340	966 913	966 913	891 147
Tri et conditionnement	30	697 688	573 762		573 762	573 762	865 050
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						1 732
Matériaux secs	33	40 300	5 304		5 304	5 304	29 569
Autres	34	1 163 569	997 146	11 726	1 008 872	1 008 872	495 223
Plan de gestion	35	36 300	12 600		12 600	12 600	
Autres	36	2 000	2 143		2 143	2 143	1 930
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	816 650	506 615		506 615	742 995	669 609
Autres	39	109 000	104 228		104 228	104 228	152 655
	40	12 128 625	11 723 671	3 019 582	14 743 253	14 979 633	14 497 795
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	100 000	262 307		262 307	262 307	102 691
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	176 800	185 429		185 429	185 429	195 488
	44	276 800	447 736		447 736	447 736	298 179
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 185 120	1 176 266	71 821	1 248 087	1 248 087	1 177 150
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						15 666
Autres biens	47	25 000	47 949	450	48 399	48 399	100 633
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 122 400	1 122 362	1 914	1 124 276	921 752	1 141 412
Tourisme	49	854 930	826 010	41 129	867 139	918 138	832 010
Autres	50		22 298		22 298	22 298	
Autres	51		720 412		720 412	720 412	1 714 828
	52	3 187 450	3 915 297	115 314	4 030 611	3 879 086	4 981 699

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 631 735	1 604 306	100 860	1 705 166	1 705 166	1 657 378
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 540 650	1 491 929	253 776	1 745 705	1 745 705	1 853 983
Piscines, plages et ports de plaisance	55	693 875	649 440	13 983	663 423	663 423	572 654
Parcs et terrains de jeux	56	2 707 830	2 516 557	1 030 104	3 546 661	3 573 028	3 493 109
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	237 020	233 395		233 395	233 395	347 960
Autres	59	414 400	534 705	22 551	557 256	557 256	884 417
	60	7 225 510	7 030 332	1 421 274	8 451 606	8 477 973	8 809 501
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 248 115	1 246 615	299 601	1 546 216	2 876 536	2 582 636
Bibliothèques	62	1 381 490	1 336 229	184 713	1 520 942	1 520 942	1 559 365
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	278 660	232 147	52 807	284 954	284 954	213 148
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	64 700	56 554		56 554	56 554	76 177
	66	2 972 965	2 871 545	537 121	3 408 666	4 738 986	4 431 326
	67	10 198 475	9 901 877	1 958 395	11 860 272	13 216 959	13 240 827
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 566 330	2 289 873		2 289 873	2 289 873	2 087 795
Autres frais	70	55 000	49 106		49 106	49 106	56 842
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	536 800	630 800		630 800	630 800	436 300
Autres	72	35 000	182 123		182 123	230 957	190 486
	73	3 193 130	3 151 902		3 151 902	3 200 736	2 771 423
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	9 448 860	9 761 550	(9 761 550)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Sept-Îles. Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Deloitte, S.E.N.C.R.L. / s.r.l.

(1)

(1) CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A105898

DATE 2015-05-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>48 222 897</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	55 983
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	209 696
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>47 957 218</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	47 957 218
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	209 696
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>48 166 914</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM		557 437	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		18 887 021	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		178 760	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u>19 623 218</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>28 543 696</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>2 782 918 300</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>2 798 403 708</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 790 661 004</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>28 543 696</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 790 661 004</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 0 | 2 | 2 | 8 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 357 265	491 536	2 170 491
Usines de traitement de l'eau potable	2	150 000	290 080	1 842 391
Usines et bassins d'épuration	3	450 000	116 359	290 978
Conduites d'égout	4	1 659 765	190 300	2 348 614
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	4 945 000	1 995 090	418 650
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 779 470	3 046 221	7 791 518
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	212 500	211 174	474 259
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	200 000	396 445	127 220
Autres infrastructures	11	285 000	1 038 173	4 161 364
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	410 000	409 821	84 691
Édifices communautaires et récréatifs	14	9 290 000	5 067 058	621 634
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		2 927	107 671
Autres	17	1 450 000	1 467 619	449 393
Ameublement et équipement de bureau	18	125 000	115 958	205 110
Machinerie, outillage et équipement divers	19	670 000	911 459	950 722
Terrains	20		2 617	17 877
Autres	21	350 000	157 049	266 272
	22	26 334 000	15 906 959	22 328 855

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		470 185	1 813 958
Usines de traitement de l'eau potable	24		290 080	1 842 391
Usines et bassins d'épuration	25		116 359	290 978
Conduites d'égout	26		151 816	1 818 049
Autres infrastructures	27		3 633 661	7 781 054
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		21 351	356 533
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		38 484	530 565
Autres infrastructures	32		3 053 442	5 191 957
Autres immobilisations	33		8 131 581	2 703 370
	34		15 906 959	22 328 855

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	65 585 240	12 295 915	6 023 993	71 857 162
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	65 585 240	12 295 915	6 023 993	71 857 162
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	15 146	4 958	3 049	17 055
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	9 111 968	50 262	1 633 626	7 528 604
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	50 661 887	11 474 185	3 522 426	58 613 646
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	59 789 001	11 529 405	5 159 101	66 159 305
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	92 803		9 398	83 405
	19	92 803		9 398	83 405
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	92 803		9 398	83 405
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	5 703 436	766 510	855 494	5 614 452
Autres	23				
	24				
	25	5 796 239	766 510	864 892	5 697 857
	26	65 585 240	12 295 915	6 023 993	71 857 162
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	65 585 240	12 295 915	6 023 993	71 857 162

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	279 500	267 253	306 758
Sécurité publique				
Police	4	1 500		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	57 600	57 590	57 590
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	23 700		
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	26 650	26 651	26 000
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	137 900	137 862	138 159
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	270 900	270 796	555 119
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	797 750	760 152	1 026 036

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	30,49	36,00	3 394 441	1 076 900	4 471 341
Professionnels	2	9,71	36,00	777 197	262 534	1 039 731
Cols blancs	3	114,47	35,00	5 090 221	1 448 397	6 538 618
Cols bleus	4	92,43	40,00	5 581 125	1 666 709	7 247 834
Policiers	5					
Pompiers	6	16,75	40,00	771 239	112 019	883 258
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	263,85		15 614 223	4 566 559	20 180 782
Élus	9	10,00		388 060	100 018	488 078
	10	273,85		16 002 283	4 666 577	20 668 860

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	2 110			2 110
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	31 285			31 285
Réseau de distribution de l'eau potable	13	168 651			168 651
Traitement des eaux usées	14	3 951			3 951
Réseaux d'égout	15	184 943			184 943
Autres	16	2 331 596			2 331 596
	17	2 722 536			2 722 536

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	594 507	27	26 702	53	621 209	79	105	621 209	131		
Évaluation	2	676 669	28		54	676 669	80	106	676 669	132		
Autres	3	6 458 869	29	274 763	55	6 733 632	81	107	364 513	133	672 372	
	4	7 730 045	30	301 465	56	8 031 510	82	108	364 513	134	672 372	
Sécurité publique												
Police	5	4 468 064	31	46 762	57	4 514 826	83	109	340 006	135		
Sécurité incendie	6	2 634 018	32	245 521	58	2 879 539	84	110	242 180	136	90 941	
Sécurité civile	7	7 380	33		59	7 380	85	111		137	7 380	
Autres	8	366 443	34	18 139	60	384 582	86	112		138	384 582	
	9	7 475 905	35	310 422	61	7 786 327	87	113	582 186	139	90 941	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	2 314 704	36	3 570 653	62	5 885 357	88	114	89 368	140	5 795 989	912 160
Enlèvement de la neige	11	5 847 936	37	269 441	63	6 117 377	89	115	178 369	141	5 939 008	25 602
Autres	12	891 544	38	193 855	64	1 085 399	90	116	5 667	142	1 079 732	44 074
Transport collectif	13	294 203	39		65	294 203	91	117		143	294 203	
Autres	14		40	22 423	66	22 423	92	118		144	22 423	
	15	9 348 387	41	4 056 372	67	13 404 759	93	119	273 404	145	13 131 355	981 836
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 860 791	42	555 094	68	2 415 885	94	120	102 860	146	2 313 025	100 583
Traitement des eaux usées	17	1 460 822	43	750 725	69	2 211 547	95	121	117 892	147	2 093 655	194 522
Réseaux d'égout	18	602 051	44	411 735	70	1 013 786	96	122	75 495	148	938 291	20 369
	19	1 194 714	45	1 023 340	71	2 218 054	97	123	37 849	149	2 180 205	178 379
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	3 485 922	46	217 622	72	3 703 544	98	124	1 082 742	150	2 620 802	98 371
Matières recyclables	21	2 493 785	47	61 066	73	2 554 851	99	125		151	2 554 851	19 047
Autres	22	14 743	48		74	14 743	100	126		152	14 743	
Cours d'eau	23		49		75		101	127		153		
Protection de l'environnement	24	506 615	50		76	506 615	102	128		154	506 615	
Autres	25	104 228	51		77	104 228	103	129		155	104 228	
	26	11 723 671	52	3 019 582	78	14 743 253	104	130	1 416 838	156	13 326 415	611 271

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement	
			+	=	-	=					
Santé et bien-être											
Logement social	157	262 307	172	187	262 307	202	217	262 307	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159	185 429	174	189	185 429	204	219	185 429	234		
	160	447 736	175	190	447 736	205	220	447 736	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 176 266	176	71 821	191	1 248 087	206	12 308	221	1 235 779	7 315
Rénovation urbaine	162	47 949	177	450	192	48 399	207	87	222	48 312	5 901
Promotion et développement économique	163	1 970 670	178	43 043	193	2 013 713	208		223	2 013 713	135 683
Autres	164	720 412	179		194	720 412	209		224	720 412	224 554
	165	3 915 297	180	115 314	195	4 030 611	210	12 395	225	4 018 216	373 453
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	7 030 332	181	1 421 274	196	8 451 606	211	350 139	226	8 101 467	225 890
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	1 336 229	182	184 713	197	1 520 942	212	38 312	227	1 482 630	114 354
Autres	168	1 535 316	183	352 408	198	1 887 724	213	79 890	228	1 807 834	81 785
	169	9 901 877	184	1 958 395	199	11 860 272	214	468 341	229	11 391 931	422 029
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230				
	171	50 542 918	186	9 761 550	201	60 304 468	216	3 117 677	231	57 186 791	3 151 902

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1	97 121	199 305
Charges sociales	2	31 378	55 688
Biens et services	3	15 532 624	21 545 916
Frais de financement	4	245 836	401 668
Autres	5		
	6	15 906 959	22 202 577

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	8 399 843	6 641 893
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	8 399 843	6 641 893
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	405 869	2 682 150
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(90 000)	(213 056)
Activités d'investissement	6	353 370	1 462 000
Excédent de fonctionnement affecté	7	(2 105 822)	(2 173 144)
Réserves financières et fonds réservés	8	266 731	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(1 169 852)	1 757 950
Solde à la fin de l'exercice	12	7 229 991	8 399 843
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	6 817 941	8 801 969
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	6 817 941	8 801 969
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(2 519 426)	(2 000 000)
Activités d'investissement	17	(295 548)	(2 157 172)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	2 105 822	2 173 144
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(709 152)	(1 984 028)
Solde à la fin de l'exercice	22	6 108 789	6 817 941
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	3 885 303	4 455 882
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(553 783)	
Solde redressé au début de l'exercice	25	3 331 520	4 455 882
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 052 688	679 721
Activités d'investissement	27	(1 410 608)	(1 250 300)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(266 731)	
Financement des investissements en cours	29		
	30	(624 651)	(570 579)
Solde à la fin de l'exercice	31	2 706 869	3 885 303

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(2 064 166)	(5 718 339)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(2 064 166)	(5 718 339)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	(91 898)	(78 638)
Autres	43	()	()
	44	(91 898)	(78 638)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	142 987)	424 465)
	47	(51 089)	(345 827)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement			
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48		
	49	1 469 131	4 000 000
	50	1 469 131	4 000 000
Solde à la fin de l'exercice	51	(646 124)	(2 064 166)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(8 437 207)	(6 933 713)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(8 437 207)	(6 933 713)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	55	(1 941 020)	(1 503 494)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
	56		
Excédent de fonctionnement affecté			
	57		
Réserves financières et fonds réservés			
	58		
	59	(1 941 020)	(1 503 494)
Solde à la fin de l'exercice	60	(10 378 227)	(8 437 207)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	140 282 842	137 859 760
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		
Solde redressé au début de l'exercice	63	140 282 842	137 859 760
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
	64		
Excédent de fonctionnement affecté			
	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	27 469	2 423 082
Solde à la fin de l'exercice	67	140 310 311	140 282 842

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 400 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 400 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 400 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 □ 8 □ 6 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 0 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 6 □ 0 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 6 □ 5 □ 8 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 1 □ 8 □ 4 □ 0 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	8 676 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 546, avenue De Quen
(no) (rue)
Sept-Îles G4R 2R4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 964-3215 2014
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.nobert@ville.sept-iles.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Serge Gagné, OMA

Téléphone (418) 964-3215 2018
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257
(ind. rég.) (numéro)

Courriel serge.gagne@ville.sept-iles.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./ s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 421, avenue Arnaud, bureau # 200
(no) (rue)
Sept-Îles G4R 3B3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-2513
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 968-6422
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jfbonneau@deloitte.ca

Responsable du dossier Jean-François Bonneau, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Serge Gagné , atteste que le rapport financier consolidé de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-11 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sept-Îles consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sept-Îles détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (2 585 237) \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,9599 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-07 16:51:05

Date de transmission au Ministère : 2015/05/12

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Sept-Îles

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	61 334 507	59 107 330	59 700 200	6 154 606	62 559 774
Investissement	2	4 624 921	4 335 000	757 006		757 006
	3	65 959 428	63 442 330	60 457 206	6 154 606	63 316 780
Charges	4	62 182 324	61 798 460	63 456 370	5 740 679	65 902 017
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 777 104	1 643 870	(2 999 164)	413 927	(2 585 237)
Moins : revenus d'investissement	6 (	4 624 921 ) (	4 335 000 ) (	757 006 ) (	) (	757 006)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(847 817)	(2 691 130)	(3 756 170)	413 927	(3 342 243)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	9 448 864	9 448 860	9 761 550	102 925	9 864 475
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	424 465		142 987		142 987
Remboursement de la dette à long terme	10 (	6 043 081 ) (	5 685 460 ) (	6 014 595 ) (	) (	6 014 595)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	3 166 694 ) (	1 955 370 ) (	1 957 009 ) (	88 165 ) (	2 045 174)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 454 697	883 100	1 464 840		1 464 840
Autres éléments de conciliation	13	1 411 716		764 266		764 266
	14	3 529 967	2 691 130	4 162 039	14 760	4 176 799
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 682 150		405 869	428 687	834 556

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014		2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	9 316 389	7 910 941	8 289 266	9 857 749
Autres	2	24 025 903	17 595 156	19 670 385	25 821 753
	3	33 342 292	25 506 097	27 959 651	35 679 502
Passifs					
Dette à long terme	4	65 453 136	71 673 448	71 673 448	65 453 136
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	823 900	1 891 300	1 891 300	823 900
Autres	6	25 383 524	19 908 085	20 693 048	26 474 034
	7	91 660 560	93 472 833	94 257 796	92 751 070
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(58 318 268)	(67 966 736)	(66 298 145)	(57 071 568)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	204 061 988	209 555 840	209 812 669	204 333 577
Autres	10	3 140 836	3 742 505	3 814 401	3 205 936
	11	207 202 824	213 298 345	213 627 070	207 539 513
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	8 399 843	7 229 991	8 687 298	9 512 247
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	10 703 244	8 815 658	9 098 838	10 902 640
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	2 064 166 ) (	646 124 ) (	646 124 ) (	2 064 166)
Financement des investissements en cours	15	(8 437 207)	(10 378 227)	(10 378 227)	(8 437 207)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	140 282 842	140 310 311	140 567 140	140 554 431
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	148 884 556	145 331 609	147 328 925	150 467 945

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Activités de fonctionnement	19	2 287 500	2 300 000
- Affaissement de sol - Haut S-F	20	1 480 574	2 000 000
- Engagements	21	136 735	285 144
- Infrastructures & Dév. domicile	22	161 874	429 871
- Anciennes Villes - GA & MO	23	70 567	98 118
- Réfection de l'hôtel de Ville	24	1 309 549	1 309 549
- Recouvrement - Cellules au LET	25	661 990	395 259
-	26		
-	27		
	28	6 108 789	6 817 941
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29		
	30	6 108 789	6 817 941
Réserves financières			
Fonds réservés	31		820 514
	32	2 990 049	3 264 185
	33	9 098 838	10 902 640

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013	Budget 2014	Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	46 881 588	47 594 711	47 957 218	47 957 218
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 797 907	2 818 998	2 793 470	2 793 470
Quotes-parts	3				
Transferts	4	5 319 131	2 794 282	2 722 536	3 630 532
Services rendus	5	3 059 348	2 848 909	3 117 677	5 020 991
Autres	6	3 276 533	3 050 430	3 109 299	3 157 563
	7	61 334 507	59 107 330	59 700 200	62 559 774
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	4 555 551	4 335 000		
Autres	11	69 370		757 006	757 006
	12	4 624 921	4 335 000	757 006	757 006
	13	65 959 428	63 442 330	60 457 206	63 316 780

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	599 800	676 669		676 669	676 669	581 731
Autres	2	6 568 220	7 053 376	301 465	7 354 841	7 354 841	7 173 810
Sécurité publique							
Police	3	4 484 370	4 468 064	46 762	4 514 826	4 514 826	4 307 887
Sécurité incendie	4	2 678 170	2 634 018	245 521	2 879 539	2 879 539	2 729 077
Autres	5	416 400	373 823	18 139	391 962	546 394	535 411
Transport							
Réseau routier	6	8 328 560	9 054 184	4 033 949	13 088 133	13 088 133	12 092 845
Transport collectif	7	289 600	294 203		294 203	1 095 042	970 512
Autres	8			22 423	22 423	22 423	22 423
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	4 822 605	5 118 378	2 740 894	7 859 272	7 859 272	7 512 547
Matières résiduelles	10	6 380 370	5 994 450	278 688	6 273 138	6 273 138	6 162 984
Autres	11	925 650	610 843		610 843	847 223	822 264
Santé et bien-être	12	276 800	447 736		447 736	447 736	298 179
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 185 120	1 176 266	71 821	1 248 087	1 248 087	1 177 150
Promotion et développement économique	14	1 977 330	1 970 670	43 043	2 013 713	1 862 188	1 973 422
Autres	15	25 000	768 361	450	768 811	768 811	1 831 127
Loisirs et culture	16	10 198 475	9 901 877	1 958 395	11 860 272	13 216 959	13 240 827
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	3 193 130	3 151 902		3 151 902	3 200 736	2 771 423
Amortissement des immobilisations	19	9 448 860	9 761 550	(9 761 550)			
	20	61 798 460	63 456 370		63 456 370	65 902 017	64 203 619

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3